

**Art. 42.** Les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 juillet 1993 relatif aux congés de maladie, de maternité et de l'allaitement accordés à des membres du personnel désignés à titre temporaire dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté flamande, sont supprimés pour les établissements et les personnels auxquels s'applique le présent arrêté.

**Art. 43.** Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 décembre 1993 relatif au contrôle des absences pour cause de maladie, les articles suivants sont supprimés pour ce qui est des établissements et personnels auxquels s'applique le présent arrêté :

1° l'article 19;

2° l'article 20, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 janvier 1995.

**Art. 44.** Dans l'article 192 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1998 relatif aux centres d'encadrement des élèves, modifié par les décrets des 14 février 2003 et 22 juin 2007, le second alinéa est supprimé.

#### CHAPITRE VII. — *Disposition transitoire*

**Art. 45.** Le mode de calcul du congé de maladie rémunéré des membres du personnel visés aux articles 2 et 10 n'a pas d'effet, pour la période jusqu'au 31 août 2007 inclus, pour les membres du personnel ou les pouvoirs organisateurs et reste définitivement acquis.

Si le montant est supérieur au montant fixé en vertu de l'article 30, le membre du personnel administratif, du personnel statutaire de maîtrise, gens de métier et de service, le collaborateur administratif dans la catégorie du personnel d'appui de l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et le collaborateur administratif dans la catégorie du personnel de gestion et d'appui de l'enseignement fondamental qui était mis en disponibilité pour cause de maladie avant le 1<sup>er</sup> septembre 2007 et qui, après cette date reste dans cette position administrative sans interruption, continue à bénéficier du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente auquel/à laquelle il avait droit sur la base de la réglementation applicable au 31 août 2007.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 46.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2007, à l'exception des articles 19, 20, 21 et 22 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2003.

**Art. 47.** Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 15 février 2008

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,  
F. VANDENBROUCKE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 1165

[C — 2008/29142]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII en exécution du protocole n° 312. — Augmentation barémique forfaitaire au 1<sup>er</sup> décembre 2007**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 13;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, notamment les articles 31 et 38 à 43;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000, 18 décembre 2001, 19 décembre 2002, 13 février 2003, 17 juillet 2003, 18 février 2004 et 4 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 4 février 2005, 18 février 2005 et 10 juin 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française modifié, par l'arrêté du 4 février 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2007;  
 Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 décembre 2007;  
 Vu le protocole n°361 du Comité de Secteur XVII, conclu le 21 décembre 2007;  
 Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;  
 Vu la délibération du Gouvernement du 1<sup>er</sup> février 2008,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est modifiée comme suit :

1° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 4 « Minimum », les montants « 12.511,80 », « 12.912,39 », « 13.701,06 », et « 14.527,24 » sont respectivement remplacés par « 12.633,57 », « 13.034,16 », « 13.822,83 » et « 14.649,06 ».

2° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 3 « Minimum », les montants « 12.887,36 », « 13.062,61 », « 13.475,73 » et « 13.888,84 » sont respectivement remplacés par « 13.009,13 », « 13.184,38 », « 13.597,50 » et « 14.010,61 ».

3° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2 « Minimum », les montants « 13.788,69 », « 14.088,84 », « 14.388,99 » et « 14.989,59 » sont respectivement remplacés par « 13.910,46 », « 14.210,61 », « 14.510,76 » et « 15.111,36 ».

4° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2+ « Minimum », les montants « 15.259,96 », « 15.860,86 », « 16.474,27 » et « 17.087,69 » sont respectivement remplacés par « 15.381,73 », « 15.982,63 », « 16.596,04 » et « 17.209,46 ».

5° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants « 20.849,20 », « 22.263,80 », « 23.916,26 » et « 25.556,20 » sont respectivement remplacés par « 20.970,97 », « 22.385,57 », « 24.038,03 » et « 25.677,97 ».

6° dans les mentions des échelles de promotion des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants « 28.560,67 », « 30.225,64 », « 36.397,33 », « 37.649,19 », « 39.376,76 », « 46.875,41 », « 49.391,66 » et « 51.907,90 » sont respectivement remplacés par « 28.682,44 », « 30.347,41 », « 36.519,10 », « 37.770,96 », « 39.498,53 », « 46.997,18 », « 49.513,43 » et « 52.029,67 ».

**Art. 2.** Les mentions contenues à l'annexe V du même arrêté sont remplacées par les mentions contenues à l'annexe I du présent arrêté.

**Art. 3.** Dans l'annexe VI du même arrêté les mentions des échelles « Minimum », les montants de « 16.116,27 », « 15.540,40 », « 15.516,27 », « 14.940,40 », « 14.940,40 », « 15.087,37 », « 16.467,69 », « 22.451,59 » et « 16.467,69 » sont respectivement remplacés par « 16.238,04 », « 15.662,17 », « 15.638,04 », « 15.062,17 », « 15.062,17 », « 15.209,14 », « 16.589,46 », « 22.573,36 » et « 16.589,46 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

**Art. 4.** L'article 34 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2+ et des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants « 16.439,52 », « 17.115,52 », « 17.895,61 », « 18.495,70 », « 23.424,91 », « 25.016,33 », « 26.875,35 », « 28.720,29 », « 42.324,90 » et « 43.260,03 » sont respectivement remplacés par « 16.561,29 », « 17.237,29 », « 18.017,38 », « 18.617,47 », « 23.546,68 », « 25.138,10 », « 26.997,12 », « 28.842,06 », « 42.446,67 » et « 43.381,80 ».

2° à l'alinéa 2, dans les mentions des échelles des fonctionnaires généraux, les montants « 40.643,54 », « 60.843,54 », « 50.743,54 » et « 70.943,54 » sont respectivement remplacés par « 40.765,31 », « 60.965,31 », « 50.865,31 » et « 71.065,31 ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes d'intérêt publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

**Art. 5.** Au §1<sup>er</sup>, second alinéa de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le montant de « 243,54 euros » est remplacé par « 365,31 euros ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française*

**Art. 6.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. L'échelle de chaque grade est fixée eu égard à son rang et selon les conditions fixées ci-après :

Rang A

1° Attaché : 20.967,64 – 3 annales de 691,13 - 11 biennales de 1293,08

2° Assistant : 25.872,46 – 3 annales de 624,26 - 10 biennales de 1092,43

3° Premier assistant : 28.993,68 – 3 annales de 624,26 - 9 biennales de 1092,43

Rang B

Chef de travaux : 29.840,79 – 11 biennales de 1293,08

Rang C

Chef de travaux agrégé : 30.331,24 – 14 biennales de 1337,72 »

**Art. 7.** L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17 L'échelle de chaque fonction dirigeante est fixée eu égard à son titre :

Directeur : 40.066,47 – 6 triennales de 3344,15

Directeur scientifique : 34.196,24 – 8 triennales de 2452,35 »

**Art. 8.** L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26 Les agents qui ont été désignés ou nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1982, et qui sont entrés en service avant cette date, continuent de bénéficier des échelles de traitement suivantes :

Attaché : 22.959,27 – 3 annales de 624,26 - 8 biennales de 958,70

Assistant : 25.872,46 – 3 annales de 624,26 – 8 biennales de 1092,43 »

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 2007.

**Art. 10.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

ANNEXE I<sup>re</sup>

Echelles de traitement transitoires à 100 %

- |                  |   |
|------------------|---|
| 1. Echelle 14/1  | Minimum : 30.780,73<br>Echelons : 14 (2) x 1357,77  |
| 2. Echelle 12/1  | Minimum : 26.255,05<br>Echelons : 3 (1) x 633,62<br>11 (2) x 973,07   |
| 3. Echelle 11/3  | Minimum : 23.087,02<br>Echelons : 3 (1) x 633,62<br>11 (2) x 973,07   |
| 4. Echelle 29/5  | Minimum : 22.518,67<br>Echelons : 3 (1) x 272,44<br>1 (2) x 272,41<br>1 (2) x 363,12<br>2 (2) x 726,23<br>11 (2) x 635,50 |
| 5. Echelle 29/4  | Minimum : 21.429,41<br>Echelons : 3 (1) x 544,71<br>12 (2) x 726,23   |
| 6. Echelle 29/3  | Minimum : 22.271,98<br>Echelons : 1 (1) x 317,68<br>2 (1) x 544,69<br>13 (2) x 590,11                                     |
| 7. Echelle 29/2  | Minimum : 21.610,87<br>Echelons : 3 (1) x 272,44<br>1 (2) x 272,46<br>1 (2) x 363,07<br>2 (2) x 726,23<br>10 (2) x 635,50 |
| 8. Echelle 29/1  | Minimum : 21.156,97<br>Echelons : 1 (1) x 317,71<br>2 (1) x 544,69<br>13 (2) x 590,11                                     |
| 9. Echelle 28/9  | Minimum : 18.660,38<br>Echelons : 3 (1) x 272,44<br>1 (2) x 272,44<br>1 (2) x 363,10<br>2 (2) x 726,23<br>10 (2) x 635,50 |
| 10. Echelle 28/8 | Minimum : 19.295,88<br>Echelons : 3 (1) x 272,44<br>1 (2) x 272,44<br>1 (2) x 363,10<br>2 (2) x 726,23<br>10 (2) x 635,50 |
| 11. Echelle 28/7 | Minimum : 18.766,41<br>Echelons : 3 (1) x 544,71<br>12 (2) x 726,23   |

12. Echelle 28/5    Minimum : 20.657,67  
Echelons : 1 (1) x 317,62  
              2 (1) x 544,71  
              12 (2) x 590,11
13. Echelle 28/4    Minimum : 20.430,72  
Echelons : 1 (1) x 317,68  
              2 (1) x 544,74  
              10 (2) x 544,74  
              2 (2) x 544,69
14. Echelle 28/3    Minimum : 20.158,28  
Echelons : 3 (1) x 317,68  
              12 (2) x 544,74
15. Echelle 28/2    Minimum : 19.114,33  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              10 (2) x 635,50
16. Echelle 28/1    Minimum : 18.388,02  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,12  
              2 (2) x 726,23  
              10 (2) x 635,50
17. Echelle 27/3    Minimum : 18.282,11  
Echelons : 3 (1) x 317,68  
              1 (2) x 544,66  
              11 (2) x 544,74
18. Echelle 27/2    Minimum : 17.026,32  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              1 (2) x 726,23  
              1 (2) x 726,21  
              9 (2) x 635,50
19. Echelle 26/8    Minimum : 15.800,76  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              9 (2) x 635,50
20. Echelle 26/7    Minimum : 17.026,32  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,41  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              9 (2) x 635,50
21. Echelle 26/4    Minimum : 15.891,51  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              9 (2) x 635,50
22. Echelle 25/6    Minimum : 21.429,41  
Echelons : 3 (1) x 544,74  
              12 (2) x 726,23
23. Echelle 25/3    Minimum : 22.518,67  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              10 (2) x 635,50
24. Echelle 25/2    Minimum : 21.610,87  
Echelons : 3 (1) x 272,44  
              1 (2) x 272,44  
              1 (2) x 363,10  
              2 (2) x 726,23  
              10 (2) x 635,50

25. Echelle 25/1	Minimum : 20.607,68 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 10 (2) x 635,50
26. Echelle 24/8	Minimum : 18.766,41 Echelons : 3 (1) x 544,74 12 (2) x 726,23
27. Echelle 24/C	Minimum : 19.341,27 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 11 (2) x 635,50
28. Echelle 24/3	Minimum : 19.114,33 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 10 (2) x 635,50
29. Echelle 24/2	Minimum : 18.660,38 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 10 (2) x 635,50
30. Echelle 24/1	Minimum : 18.388,02 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,12 2 (2) x 726,23 10 (2) x 635,50
31. Echelle 23/2	Minimum : 17.616,43 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 9 (2) x 635,50
32. Echelle 23/1	Minimum : 17.026,32 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 1 (2) x 726,23 1 (2) x 726,21 9 (2) x 635,50
33. Echelle 22/4	Minimum : 15.891,51 Echelons : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 9 (2) x 635,50
34. Echelle 35/2	Minimum : 19.059,08 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
35. Echelle 35/1	Minimum : 16.041,91 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
36. Echelle 34/5	Minimum : 17.022,49 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
37. Echelle 34/4	Minimum : 16.388,88 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04

38. Echelle 34/C	Minimum : 16.117,30 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 9 (2) x 362,04
39. Echelle 34/3	Minimum : 15.755,26 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
40. Echelle 34/2	Minimum : 15.121,66 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
41. Echelle 34/1	Minimum : 14.488,08 Echelons : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
42. Echelle 44/3	Minimum : 14.421,00 Echelons : 3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
43. Echelle 44/1	Minimum : 14.119,30 Echelons : 3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
44. Echelle 43/5	Minimum : 13.289,59 Echelons : 3 (1) x 164,65 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92

Vu pour être joint en annexe V à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 2008 portant modification du régime pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII en exécution du Protocole n° 312. — Augmentation barémique forfaitaire au 1<sup>er</sup> décembre 2007.

Le Ministre de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1165

[C — 2008/29142]

**1 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren ter uitvoering van het protocol nr. 312. — Forfaitaire weddeverhoging op 1 december 2007**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op de artikelen 31 en 38 tot 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 juni 1999, 23 november 2000, 18 december 2001, 19 december 2002, 13 februari 2003, 17 juli 2003, 18 februari 2004 en 4 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 4 februari 2005, 18 februari 2005 en 10 juni 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 4 februari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 december 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 december 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 7 december 2007;

Gelet op het protocol nr. 361 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 21 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 februari 2008,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** De bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

1° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 4 "Minimum", worden de bedragen « 12.511,80 », « 12.912,39 », « 13.701,06 », en « 14.527,24 » respectievelijk vervangen door « 12.633,57 », « 13.034,16 », « 13.822,83 » en « 14.649,06 ».

2° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 3 "Minimum", worden de bedragen « 12.887,36 », « 13.062,61 », « 13.475,73 » en « 13.888,84 » respectievelijk vervangen door « 13.009,13 », « 13.184,38 », « 13.597,50 » en « 14.010,61 ».

3° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2 "Minimum", worden de bedragen « 13.788,69 », « 14.088,84 », « 14.388,99 » en « 14.989,59 » respectievelijk vervangen door « 13.910,46 », « 14.210,61 », « 14.510,76 » en « 15.111,36 ».

4° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2+ "Minimum", worden de bedragen « 15.259,96 », « 15.860,86 », « 16.474,27 » en « 17.087,69 » respectievelijk vervangen door « 15.381,73 », « 15.982,63 », « 16.596,04 » en « 17.209,46 ».

5° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 1 "Minimum", worden de bedragen « 20.849,20 », « 22.263,80 », « 23.916,26 » en « 25.556,20 » respectievelijk vervangen door « 20.970,97 », « 22.385,57 », « 24.038,03 » en « 25.677,97 ».

6° in de vermeldingen van de bevorderingsschalen van de schalen van niveau 1 "Minimum", worden de bedragen « 28.560,67 », « 30.225,64 », « 36.397,33 », « 37.649,19 », « 39.376,76 », « 46.875,41 », « 49.391,66 » en « 51.907,90 » respectievelijk vervangen door « 28.682,44 », « 30.347,41 », « 36.519,10 », « 37.770,96 », « 39.498,53 », « 46.997,18 », « 49.513,43 » en « 52.029,67 ».

**Art. 2.** De vermeldingen in bijlage V van hetzelfde besluit worden vervangen door de vermeldingen in bijlage I van dit besluit.

**Art. 3.** In bijlage VI van hetzelfde besluit worden in de vermeldingen van de schalen «Minimum» de bedragen « 16.116,27 », « 15.540,40 », « 15.516,27 », « 14.940,40 », « 14.940,40 », « 15.087,37 », « 16.467,69 », « 22.451,59 » en « 16.467,69 » respectievelijk vervangen door « 16.238,04 », « 15.662,17 », « 15.638,04 », « 15.062,17 », « 15.062,17 », « 15.209,14 », « 16.589,46 », « 22.573,36 » en « 16.589,46 ».

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap*

**Art. 4.** Artikel 34 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2+ en de schalen van niveau 1 "Minimum", worden de bedragen « 16.439,52 », « 17.115,52 », « 17.895,61 », « 18.495,70 », « 23.424,91 », « 25.016,33 », « 26.875,35 », « 28.720,29 », « 42.324,90 » en « 43.260,03 » respectievelijk vervangen door « 16.561,29 », « 17.237,29 », « 18.017,38 », « 18.617,47 », « 23.546,68 », « 25.138,10 », « 26.997,12 », « 28.842,06 », « 42.446,67 » en « 43.381,80 ».

2° in het tweede lid, in de vermeldingen van de schalen van de ambtenaren-generaal, worden de volgende bedragen « 40.643,54 », « 60.843,54 », « 50.743,54 » en « 70.943,54 » respectievelijk vervangen door « 40.765,31 », « 60.965,31 », « 50.865,31 » en « 71.065,31 ».

*HOOFDSTUK III. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren*

**Art. 5.** In § 1, tweede lid van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt het bedrag « 243,54 euro » vervangen door « 365,31 euro ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.*

**Art. 6.** Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De schaal van elke graad wordt vastgesteld in functie van de rang en volgens de nadere regels hierna bepaald :

Rang A :

1° Attaché : 20.967,64 – 3 jaarlijkse verhogingen van 691,13 - 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1293,08

2° Assistent : 25.872,46 – 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 10 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43

3° Eerste assistent : 28.993,68 – 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 9 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43

Rang B :

Werkleider : 29.840,79 – 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1293,08

Rang C

Geaggregeerde werkleider: 30.331,24 – 14 tweejaarlijkse verhogingen van 1337,72 »

**Art. 7.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De schaal van elk leidend ambt wordt vastgesteld in functie van de hoedanigheid :

Directeur : 40.066,47 – 6 driejaarlijkse verhogingen van 3344,15

Wetenschappelijk directeur : 34.196,24 – 8 driejaarlijkse verhogingen van 2452,35 »

**Art. 8.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. De ambtenaren die vóór 1 oktober 1982 aangewezen of benoemd werden, en die in dienst getreden zijn vóór deze datum, blijven de volgende weddeschalen genieten:

Attaché: 22.959,27 - 3 driejaarlijkse verhogingen van 624,26 - 8 tweejaarlijkse verhogingen van 958,70

Assistent : 25.872,46 – 3 driejaarlijkse verhogingen van 624,26 – 8 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43 »

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2007.

**Art. 10.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

M. DAERDEN

---

#### BIJLAGE I

Overgangsweddeschalen aan 100 %

1. Schaal 14/1	Minimum : 30.780,73 Trappen : 14 (2) x 1357,77
2. Schaal 12/1	Minimum : 26.255,05 Trappen : 3 (1) x 633,62 11 (2) x 973,07
3. Schaal 11/3	Minimum : 23.087,02 Trappen : 3 (1) x 633,62 11 (2) x 973,07
4. Schaal 29/5	Minimum : 22.518,67 Trappen : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,41 1 (2) x 363,12 2 (2) x 726,23 11 (2) x 635,50
5. Schaal 29/4	Minimum : 21.429,41 Trappen : 3 (1) x 544,71 12 (2) x 726,23
6. Schaal 29/3	Minimum : 22.271,98 Trappen : 1 (1) x 317,68 2 (1) x 544,69 13 (2) x 590,11
7. Schaal 29/2	Minimum : 21.610,87 Trappen : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,46 1 (2) x 363,07 2 (2) x 726,23 10 (2) x 635,50



8. Schaal 29/1 Minimum : 21.156,97  
Trappen : 1 (1) x 317,71  
          2 (1) x 544,69  
          13 (2) x 590,11
9. Schaal 28/9 Minimum : 18.660,38  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
10. Schaal 28/8 Minimum : 19.295,88  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
11. Schaal 28/7 Minimum : 18.766,41  
Trappen : 3 (1) x 544,71  
          12 (2) x 726,23
12. Schaal 28/5 Minimum : 20.657,67  
Trappen : 1 (1) x 317,62  
          2 (1) x 544,71  
          12 (2) x 590,11
13. Schaal 28/4 Minimum : 20.430,72  
Trappen : 1 (1) x 317,68  
          2 (1) x 544,74  
          10 (2) x 544,74  
          2 (2) x 544,69
14. Schaal 28/3 Minimum : 20.158,28  
Trappen : 3 (1) x 317,68  
          12 (2) x 544,74
15. Schaal 28/2 Minimum : 19.114,33  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
16. Schaal 28/1 Minimum : 18.388,02  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,12  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
17. Schaal 27/3 Minimum : 18.282,11  
Trappen : 3 (1) x 317,68  
          1 (2) x 544,66  
          11 (2) x 544,74
18. Schaal 28/2 Minimum : 17.026,32  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          1 (2) x 726,23  
          1 (2) x 726,21  
          9 (2) x 635,50
19. Schaal 26/8 Minimum : 15.800,76  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          9 (2) x 635,50
20. Schaal 26/7 Minimum : 17.026,32  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,41  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          9 (2) x 635,50

21. Schaal 26/4    Minimum : 15.891,51  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          9 (2) x 635,50
22. Schaal 25/6    Minimum : 21.429,41  
Trappen : 3 (1) x 544,74  
          12 (2) x 726,23
23. Schaal 25/3    Minimum : 22.518,67  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
24. Schaal 25/2    Minimum : 21.610,87  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
25. Schaal 25/1    Minimum : 20.607,68  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
26. Schaal 24/8    Minimum : 18.766,41  
Trappen : 3 (1) x 544,74  
          12 (2) x 726,23
27. Schaal 24/C    Minimum : 19.341,27  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          11 (2) x 635,50
28. Schaal 24/3    Minimum : 19.114,33  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
29. Schaal 24/2    Minimum : 18.660,38  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
30. Schaal 24/1    Minimum : 18.388,02  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,12  
          2 (2) x 726,23  
          10 (2) x 635,50
31. Schaal 23/2    Minimum : 17.616,43  
Trappen : 3 (1) x 272,44  
          1 (2) x 272,44  
          1 (2) x 363,10  
          2 (2) x 726,23  
          9 (2) x 635,50

32. Schaal 23/1	Minimum : 17.026,32 Trappen : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 1 (2) x 726,23 1 (2) x 726,21 9 (2) x 635,50
33. Schaal 22/4	Minimum : 15.891,51 Trappen : 3 (1) x 272,44 1 (2) x 272,44 1 (2) x 363,10 2 (2) x 726,23 9 (2) x 635,50
34. Schaal 35/2	Minimum : 19.059,08 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
35. Schaal 35/1	Minimum : 16.041,91 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
36. Schaal 34/5	Minimum : 17.022,49 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
37. Schaal 34/4	Minimum : 16.388,88 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
38. Schaal 34/C	Minimum : 16.117,30 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 9 (2) x 362,04
39. Schaal 34/3	Minimum : 15.755,26 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
40. Schaal 34/2	Minimum : 15.121,66 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
41. Schaal 34/1	Minimum : 14.488,08 Trappen : 3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
42. Schaal 44/3	Minimum : 14.421,00 Trappen : 3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
43. Schaal 44/1	Minimum : 14.119,30 Trappen : 3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
44. Schaal 43/5	Minimum : 13.289,59 Trappen : 3 (1) x 164,65 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92

Gezien om te worden gevoegd als bijlage V bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2008 tot wijziging van de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren ter uitvoering van het protocol nr. 312. – forfaitaire weddeverhoging op 1 december 2007.

De Minister van Ambtenarenzaken,  
M. DAERDEN